



## **Session 1 : « Quelles approches et quelles perspectives pour faire progresser l'assainissement ? »**

### **Séquence 3 : Zoom sur les aspects « soft »/accompagnement social : « Prise en compte des perceptions et des attentes des acteurs sociaux concernés »**

La séquence s'est déroulée en deux temps :

- Une présentation de 20 minutes par l'intervenant
- 20-30 minutes de questions et débats

**Intervenant** : Jean-Pierre Olivier de Sardan, chercheur au Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL)

**Modérateur** : Julien Gabert, animateur du Réseau Projection

#### **Documents supports à l'intervention :**

- Rapport du Lasdel : « La question des déchets et de l'assainissement dans deux villes moyennes du Niger – Rapport final – 1<sup>er</sup> Novembre 2002 », G. Blundo, E. Hahonou, JP. Olivier de Sardan - dans le cadre du Programme gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain.

## **INTERVENTION**

Le LASDEL est un laboratoire de sciences sociales installé au Bénin et au Niger. Il a pour axe principal l'analyse empirique des espaces publics et de la délivrance de services et biens collectifs ou publics en Afrique. Les études portent plus particulièrement sur les pouvoirs locaux et le domaine de la santé.

Si l'assainissement n'est pas central dans les recherches du LASDEL, il n'en fait pas moins partie de ses objets d'étude : on peut en effet considérer l'assainissement comme relevant d'un service public. A ce titre, le LASDEL a contribué il y a quelques années à une étude dans le cadre du programme *Gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain* initié par le programme Solidarité Eau (pS-Eau) et le Partenariat pour le Développement Municipal (PDM). L'étude portait sur deux villes moyennes du Niger (Dogondoutchi et Tillabéri) jumelées avec deux villes françaises. Cette étude a permis de décrire la réalité et les problèmes rencontrés dans les projets d'assainissement.

Il faut savoir, lorsque l'on intervient dans le domaine de l'hygiène et de l'assainissement, que l'on n'arrive pas dans un terrain vierge. Il est intéressant de connaître :



- certains aspects historiques pour mieux comprendre comment l'assainissement a été pris en charge ;
- les perceptions et les habitudes de la population en matière d'hygiène et d'assainissement.

### 1. Prise en compte du contexte historique

C'est la **colonisation** qui a apporté les premières politiques d'hygiène et d'assainissement dans les années 20. Elles ont été mises en œuvre par les services de santé et des grandes endémies : il s'agissait de grandes opérations de masse, quasi militaires. Les gardes sanitaires en charge de ces opérations avaient le pouvoir d'intervenir au sein même des concessions pour vérifier si les règles d'hygiène étaient respectées et d'amender les chefs de famille dans le cas contraire.

On comprend alors la perception de la population vis-à-vis de ce corps répressif.

A l'**indépendance**, sous les régimes militaires qui reprennent le pouvoir, on continue donc bien souvent dans cette logique répressive. Ainsi un garde sanitaire de Tillabéri était connu sous le nom de « Prend patience père » du fait de sa grande sévérité.

A cette même époque, les politiques d'hygiène et d'assainissement se sont appuyées sur des formes de mobilisation collective comme les Samaria, associations de la jeunesse. Du fait de leur fonction d'animation de la vie locale, ces structures ont été dotées de missions d'intérêt public. Elles organisaient par exemple des journées de salubrité pour le nettoyage des quartiers.

**La démocratisation** marque la fin de l'autoritarisme, mais également de cette mobilisation collective laissant un vide et très peu de relais. Aujourd'hui ces structures n'existent plus. Il y a des groupes de jeunes mais ce sont avant tout des espaces de discussion (les « fada »). Ni la politique communale, ni la conscience civique ne sont assez fortes pour combler ce vide.

C'est dans ce contexte que l'étude à Dogondoutchi et à Tillabéri a été menée.

A cette époque, ce sont finalement les partenaires extérieurs qui essaient de combler ce vide.

Qu'est-ce que l'on constate ? Les puisards et les fosses sont vidés sur la voie publique, les dépotoirs sont ensablés, les charretiers sont difficiles à gérer, il n'existe pas de décharge, les latrines qui existent sont très vite saturées, et par temps de pluie, la ville est inondée faute de structures adaptées pour recueillir les eaux de pluies... et les gens déplorent cette situation.

La coopération décentralisée a apporté des solutions mais pas toujours pérennes, et parfois a créé d'autres problèmes ! En effet si ces partenaires ont des compétences techniques, ils n'ont qu'une faible connaissance de la situation sociale du pays dans lequel ils interviennent et font preuve d'une certaine naïveté. Pourtant, ils ne peuvent pas négliger l'influence des hommes politiques locaux, le phénomène de corruption, etc. Par exemple, dans leur système d'intervention, ils prônent une gestion communautaire. Pourtant, celle-ci risque de ne pas aller dans la durée et de rentrer en conflit avec l'autorité du maire.



## 2. Prise en compte des représentations des acteurs

On ne peut pas agir si l'on ne comprend pas les acteurs et leurs logiques internes.

Les populations en migrant vers les villes sont venues avec un ensemble d'habitudes rurales, qui fonctionnaient dans le milieu rural mais qui sont inadaptées au contexte urbain : par exemple le fait d'aller déféquer derrière le village (déféquer et aller derrière de le village se disent d'ailleurs de la même façon en langue locale), de déposer les déchets dehors, de faire écouler les eaux usées dans les rues, etc.

Il existe un ensemble de **représentations partagées par tous sur la saleté et la propreté domestique** :

Il n'y a pas de poubelle et l'on dépose les ordures par terre, mais le balayage est très régulier.

Le lavage du corps est quelque chose de très important (bi quotidien) : on peut parler des ablutions ou bien encore de la différence faite entre l'usage de la main gauche et de la main droite. L'usage des cosmétiques est également très fréquent.

La propreté a une valeur sociale très importante. Traiter une femme de « sale » a un caractère très péjoratif. La saleté a même des effets maléfiques. Ainsi le fait d'enjamber ou d'inhaler une saleté est perçu comme un vecteur de contagion. Les diables et génies sont associés à la saleté : ils fréquentent les lieux sales.

**Dans l'espace public**, c'est différent. Si la mosquée est toujours impeccable - on peut parler d'un sens civique du fidèle – ce ne sera pas le cas dans les autres espaces publics. Comment expliquer cela ?

Un des facteurs explicatifs est certainement la coexistence de différentes autorités qui peuvent se renvoyer la responsabilité : les comités villageois, les chefferies traditionnelles, les municipalités, l'Etat et les services publics étatiques, les ONG, les mécènes (ressortissants du village, établis à la capitale ou au Togo/au Nigéria)...

Le partage de compétences n'est pas clair, et l'intérêt de chacun de ces groupes prime.

On est donc en face d'une contradiction : d'un côté les populations sont mécontentes vis-à-vis de la saleté, d'un autre, les espaces publics ne sont pas soumis à des règles, ce qui fait que l'on arrive à une situation déplorable en matière d'assainissement. Nous sommes finalement face à un problème d'action collective.